

Décembre 2015

PALESTINE INFO



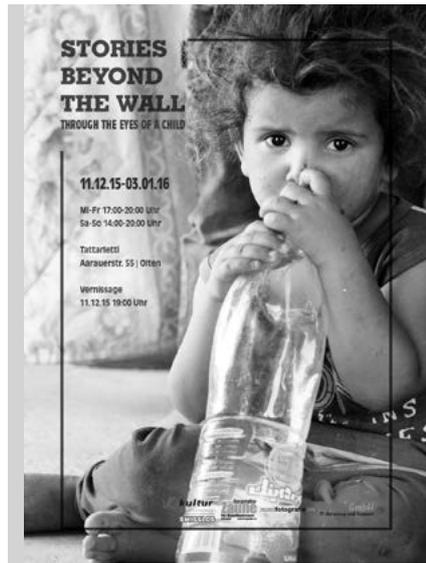
Expulsions à Jérusalem • Glissement vers la droite • Corruption • Hamas et Fatah •
Hillary Clinton • Relations économiques • Nouvelles de BDS

Editorial

Le public de chez nous ne s'en rend guère compte, mais la situation en Palestine/Israël est en train de s'exacerber. Emboîtant le pas de leurs prédecesseurs, une nouvelle génération de femmes et d'hommes palestiniens se dressent contre la politique impitoyable d'expulsion, d'oppression et de discrimination menée par les Israéliens en leur opposant pour la plupart une résistance civile. Des dizaines de milliers de Palestiniens, en majorité des jeunes, ont participé en octobre à des manifestations dans l'ensemble du territoire de la Palestine historique: en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans les régions d'Israël habitées par des Palestiniens. Des réfugiés palestiniens des pays arabes voisins se sont également joints aux protestations.

La révolte est menée par une génération de jeunes activistes courageux qui ne se laissent plus intimider par la brutalité du régime israélien et exigent que soit reconnu leur droit à la liberté et à l'autodétermination. Israël y répond par une répression implacable et un recours écrasant à la force militaire, reculant de moins en moins devant des exécutions extrajudiciaires.

La violence en Palestine/Israël n'intéresse en général les médias suisses que lorsque des juifs/juives sont blessés ou tués. Les causes des événements actuels et le fait que la population palestinienne est continuellement victime de violences ne sont guère évoqués. Sur le site web de BDS Suisse (www.bds-info.ch), nous avons publié une série d'articles de fond et de prises de position intéressants sur la situation actuelle, parmi lesquels un aide-mémoire du BNC (la direction palestinienne de BDS) contenant des réponses à des questions fréquentes; les lecteurs y trouveront aussi, entre autres, des comptes-rendus de la situation précaire des journalistes et du personnel médical souvent pris délibérément pour cibles par les tirs israéliens.



Du 11 décembre 2015 au 3 janvier 2016
Mercredi à Vendredi de 17h00 à 20h00
Samedi et Dimanche de 14h00 à 20h00
Tattarietti, Aaraustrasse 55, Olten

Le présent numéro de Palestine Info commente le fort glissement à droite observé en Israël dans le contexte de l'aggravation actuelle et consacre un article aux processus d'expulsion et d'éviction des Palestiniens à Jérusalem. Un autre article décrit la corruption qui gangrène l'Autorité autonome palestinienne et dénonce l'échec

de la direction politique à offrir des perspectives utiles à la résistance et à la lutte pour l'autodétermination. S'y ajoutent des présentations de récentes publications ainsi qu'un bref résumé des évolutions au sein du mouvement international BDS.

Sauf mention contraire, les photos des enfants et adolescents publiées dans ce numéro sont tirées d'une exposition multimédia ayant pour sujet «Stories beyond the Wall through the eyes of a child» et ont été mises à notre disposition par Christina Brun. Les enfants du camp de réfugiés de Dheisheh à Bethléem (Cisjordanie) ont reçu pendant deux mois l'occasion de présenter un portrait de leur chez-soi. L'exposition, qui a lieu à Olten, invite le visiteur à voir la Palestine avec d'autres yeux.

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à toutes celles et tous ceux qui, par leurs dons, apportent une contribution essentielle à la réalisation de cette publication et à notre travail d'information et de sensibilisation. Palestine Info paraît pour la deuxième fois en français. Si vous souhaitez faire parvenir le magazine à d'autres personnes de votre entourage, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

Nous vous souhaitons une intéressante lecture.



Pendant trois semaines, une exposition sur les quais du Rhin à Bâle a honoré la mémoire des enfants tués durant la guerre menée par Israël en juillet et en août 2014 contre la bande de Gaza. La complicité de la Suisse y était dénoncée : en effet, les civils tués ont été en grande partie victimes d'attaques de drones – ces mêmes drones dont l'achat a été approuvé par le Parlement et le gouvernement en septembre.

Expulsion coloniale plutôt que guerre de religion

Nour Arafah

La spirale de violence entre les colons juifs et les Palestinien-ne-s à Jérusalem est souvent qualifiée de « guerre de religion » par les médias. En réalité, les violences actuelles sont la conséquence des plans israéliens visant à judaïser davantage Jérusalem et à expulser les habitant-e-s palestinien-ne-s. Résumé d'un texte sur la politique illégale du gouvernement israélien à Jérusalem.



Voyage à Jérusalem. Nous et eux. Photo : Claudius Prößer, CC BY-NC 2.0

Les violents accrochages entre les colons juifs et les Palestinien-ne-s ont attiré une fois de plus l'attention des grands médias sur Jérusalem et la mosquée Al-Aqsa. Cette mosquée est considérée comme le troisième lieu saint de l'Islam. Selon la légende, le prophète Mohammed serait monté au ciel sur son cheval, depuis l'endroit où se situe le Dôme du Rocher. Le peuple juif quant à lui vénère le lieu comme l'ancien emplacement de deux temples sacrés.

Un groupe de juifs/juives ultra-orthodoxes, appartenant au « Mouvement du Mont du Temple », a dernièrement violé le statu quo en vigueur

depuis 1967, en pénétrant dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa. Ces fanatiques demandent au gouvernement israélien de détruire les lieux de culte musulmans, pour construire à leur place un troisième temple juif.

Les accrochages ont atteint une plus grande intensité avec l'enlèvement et l'assassinat du jeune Palestinien Mohammed Abu-Khedir, en juillet 2014. Après que Yehuda Glick, une personnalité clé du Mouvement du Mont du Temple, a été gravement blessé dans un attentat, des juifs ultra-orthodoxes ont à nouveau accédé à la mosquée Al-Aqsa. Pour la première fois depuis 1967, le 30 oc-

tobre 2014, le gouvernement israélien a interdit l'accès à la mosquée à tous les fidèles. Le 18 novembre 2014, les tensions ont atteint leur paroxysme lors d'un attentat palestinien contre une synagogue ultra-orthodoxe, qui a tué quatre visiteurs et un officier de police.

Mais tous ces événements peuvent-ils réellement être interprétés comme le début d'une « guerre de religion » ? Un conflit politique portant sur les terres et sur les droits fondamentaux s'est-il transformé en un conflit religieux ? C'est en tout cas l'avis de médias occidentaux tels que le Guardian britannique. Moshe Feiglin, député à la Knesset, va même jusqu'à y voir un combat global contre « les forces obscures de l'Islam extrémiste ». Et pire encore : le Mouvement du Mont du Temple inverse la réalité, en déclarant vouloir libérer le Mont du Temple de l'occupation arabe. Ainsi, les colonisateurs sont présentés comme des colonisés ! Mais en interprétant ces événements comme une guerre de religion, on ignore non seulement la réalité de l'inégalité des forces entre les colonisateurs et les colonisés, mais aussi l'Histoire et le contexte dans lequel les actes de violence décrits ont eu lieu.

La mosquée Al-Aqsa, convoitée de longue date par Israël

Le droit juif interdit aux juifs/juives de prier dans l'enceinte d'Al-Aqsa. Ils ont le droit de vénérer le site, mais non de s'y rendre ni de le posséder, pour éviter de profaner la partie la plus intérieure de l'endroit, où l'ancien temple est supposé avoir été situé. Les juifs/juives peuvent donc prier au Mur Al-Buraq (le « Mur des lamentations »). Malgré cela, les extrémistes juifs convoitent la mosquée Al-Aqsa depuis longtemps afin d'y construire un nouveau temple juif. Ainsi, en 1982, Meir Kahane, dirigeant du parti d'extrême-droite Kach, a pénétré la mosquée, avec ses compagnons. En 1990, 21 Palestinien-ne-s ont été tués lors de

heurts avec des colons extrémistes, lorsque ces derniers avaient essayé d'entrer dans la mosquée Al-Aqsa et d'y poser le fondement d'un nouveau temple juif. En 1996, des fouilles archéologiques près de la mosquée ont entraîné des violences qui ont coûté la vie à 70 Palestiniens et à 15 soldats israéliens.

Près de la moitié des membres du parti Likoud soutiennent les extrémistes du Mouvement du Mont du Temple. Entre 2008 et 2011, l'Institut du Mont du Temple a reçu plus de 100'000 dollars US de subventions du Ministère israélien de l'Éducation et du Ministère israélien de la Culture. En 2012, le Ministère de l'Éducation a même contribué à la création du site de formation de cet institut. Le soutien financier offert par le gouvernement aux ultra-orthodoxes montre que les actions de ces derniers ne sont pas des actes isolés d'extrémistes. Il s'agit plutôt d'un grand projet sioniste, qui vise à la judaïsation de Jérusalem.

Création de nouvelles réalités à Jérusalem

Depuis l'occupation en 1967, Israël travaille à transformer une ville multi-religieuse et multiculturelle en une Jérusalem juive réunifiée, sous contrôle exclusivement israélien. Dans ce sens, le gouvernement israélien a annexé illégalement 70 kilomètres carrés du territoire de la Cisjordanie, dont 6,5 kilomètres carrés de Jérusalem-Est. Le gouvernement israélien a détruit les quartiers d'habitation de Bab al-Magharbeh et Harat al-Sharaf, afin d'y faire de la place pour bâtir un nouveau quartier juif, avec des maisons pour les colons et des synagogues. De plus, Israël a complètement transformé l'apparence de Jérusalem, en entourant la ville d'un cercle de colonies juives, qui sont reliées par des routes avec les colonies illégales de Cisjordanie. La construction du mur de 2002 a par ailleurs changé les frontières de l'armistice d'avant 1967 : la ville est enfermée derrière le mur, qui a en même temps exclu



La mosquée al-Aqsa. Photo : Michael Greub

certain quartiers habités par des Palestiniens. Ainsi, une majorité juive a été créée à l'intérieur des frontières de la ville de Jérusalem.

De plus, Israël a déclaré les Palestiniens vivant à Jérusalem « permanent residents », un statut qui est habituellement réservé aux citoyens étrangers et qui ne garantit aucun droit de séjour. En effet, les cartes d'identité de ces « résidents permanents » sont souvent révoquées. Entre 1967 et 2013, Israël a annulé les cartes d'identité de plus de 14'300 « résidents » palestiniens. Selon une loi datant de 2003, les Palestiniens de Cisjor-

danie qui épousent un résident/une résidente à Jérusalem n'ont pas droit au statut de « permanent resident ». Ils reçoivent uniquement un droit de séjour temporaire. Par contre, les juifs/juives qui s'installent à Jérusalem obtiennent immédiatement la citoyenneté, sans restriction. Ces faits mettent en exergue la politique d'apartheid pratiquée par le régime israélien.

Le gouvernement israélien renforce la présence juive à Jérusalem, tout en freinant l'expansion urbaine et démographique des Palestiniens, en appliquant une politique de zones, qui n'est rien d'autre



Troisième Temple au lieu de la Mosquée : l'imaginaire du Mouvement du Mont du Temple

qu'un nettoyage ethnique. Plus d'un tiers du territoire des quartiers résidentiels palestiniens a été classé comme « open landscape areas », où il est interdit de construire. Le droit de construire étant donc limité à 14% de la surface habitée de Jérusalem-Est, une crise de logement y règne. De plus, Israël a détruit 1673 maisons entre 1967 et 2013 à Jérusalem, une mesure qui a affecté environ 8000 personnes. Tous ces moyens agressifs mis en œuvre par le gouvernement israélien visent à instaurer un rapport de 30% d'« Arabes » contre 70% de juifs/juives dans la commune politique de Jérusalem.

La discrimination de Palestinien-ne-s se reflète également dans l'écart des prestations des services publics à l'égard des quartiers résidentiels juifs et arabes. Moins de 10% du budget de la ville est réservé aux districts palestiniens, alors que les Palestinien-ne-s payent les mêmes montants en impôts de propriété que les citoyen-ne-s juifs.

La judaïsation est accompagnée d'une « dépaletinisation », qui vise à effacer l'identité palestinienne de la ville. Ainsi, la rue Sultan Souleiman al-Qanouni a été rebaptisée en rue du

Roi Salomon, le district Wadi Hilweh de Silwan en « Ville de David ». Ce processus est lié à une réécriture de l'Histoire, selon une lecture sioniste. Ainsi, des découvertes archéologiques sont utilisées pour construire une histoire fictive de la ville, juive. L'héritage de toutes les époques qui n'étaient pas juives est ignoré.

Le contrôle sioniste du narratif historique a des conséquences sur le système d'éducation. Depuis mars 2011, le gouvernement israélien tente d'imposer des livres scolaires de l'administration de « Jerusalem Education » aux écoles palestiniennes, qui reçoivent des subventions budgétaires des autorités israéliennes. Jusqu'ici, cinq écoles ont plié sous la pression exercée. Ces livres confrontent les écolier-e-s palestiniens à une image historique unilatérale qui néglige les thèmes en relation avec l'identité palestinienne ou l'héritage palestinien.

Une vie dans la pauvreté

Le climat de répression créé par le gouvernement a pour but d'empêcher une vie palestinienne active dans la ville. Depuis 2001, le gouvernement a fait fermer au moins 31 institutions culturelles ou poli-

tiques palestiniennes. L'exode des intellectuel-le-s palestiniens a laissé un vide dans la ville : il manque une direction palestinienne.

Après près de 50 ans d'occupation israélienne, les Palestinien-ne-s de Jérusalem-Est vivent dans des conditions extrêmement pauvres : 75% d'entre eux sont considérés comme pauvres, selon la limite de la pauvreté définie par les Israélien-ne-s. Le secteur du commerce et du tourisme sont en train de s'effondrer, les investissements sont rares, le système de la santé et le système de l'éducation sont épuisés et les coûts de la vie sont élevés.

Dans ce contexte, les accrochages violents avec les Israélien-ne-s juifs devraient être considérés comme ce qu'ils sont en réalité, soit des actes de désespoir et de résistance contre l'occupation, l'apartheid, le nettoyage ethnique, le vol des terres, l'expulsion et la marginalisation économique. Les attaques par les colons juifs ultra-orthodoxes contre le terrain d'Al-Aqsa et les appels à construire un troisième temple ont simplement enflammé le désespoir qui ne cesse de croître. Souligner la dimension religieuse du conflit tout en fermant les yeux sur ses causes, c'est finalement faire le jeu du gouvernement israélien, qui utilise la guerre de religion pour faire diversion et cacher l'étendue de sa politique d'apartheid. [...]

Résumé par Peter Haenger.

Nour Arafah fait partie du réseau palestinien Al-Shabaka. Ce texte a été rédigé suite aux événements d'hiver 2014/15 mais garde tout sa pertinence dans la situation actuelle exacerbée.

Source :

In Jerusalem, „Religious War“ is Used to Cloak Colonialism, <http://bit.ly/1PdiyoD>



Des colons sur les toits de la vieille ville. Photo : Roman Vonwil

Glissement vers la droite et l'extrême-droite en Israël

Peter Haenger

La société et le gouvernement israéliens sont passés très à droite, au cours des dix dernières années. Des politicien-ne-s issu de la droite dure sont arrivés jusque dans le cabinet ministériel. Dans la société, une ambiance anti-démocratique et raciste devient de plus en plus forte. Le gouvernement et les tribunaux sont peu désireux d'instruire ou de poursuivre sérieusement la terreur juive.



Graffiti d'extrême droite à Tel Aviv. Photo : Neal Ungerleider, CC BY-NC 2.0

Ajelet Schaked se rallie derrière les déclarations d'un agitateur extrémiste vouant à l'enfer les mères des auteurs d'attentats palestiniens : « Rien ne serait plus juste, car ces mères doivent disparaître, tout comme les maisons dans lesquelles elles ont élevé ces serpents. » Eli Ben-Dahan qualifie quant à lui les Palestinien-ne-s « d'animaux » qui n'auraient pas le droit à la vie. Et Naftali Bennett se vante publiquement d'avoir « déjà tué de nombreux Arabes », puisque ces derniers ne seraient que des « éclats d'obus dans le cul ».

Ces injures pourraient être considérées comme de simples propos racistes et irrespectueux de l'être

humain, émanant de détraqué-e-s d'extrême-droite, si les personnes citées n'étaient pas l'actuelle Ministre de la Justice, l'actuel Ministre de la Défense, l'actuel vice-ministre de la Défense et chef de l'administration militaire en Cisjordanie occupée par Israël, ainsi que l'actuel Ministre de l'Éducation israéliens. Les observateurs/trices intéressés qui seraient à la recherche de telles citations peuvent les trouver rapidement en cliquant sur les noms de ces « faiseurs d'opinion » sionistes, piliers de l'Etat, dans les articles de Wikipedia.

Des représentants du parti de colons « Maison juive », nationaliste et religieux, tels que Schaked, Ben-

Dahan et Bennett, ont depuis longtemps réussi à pénétrer le gouvernement et donc le centre du pouvoir. Avec l'autre parti d'extrême-droite, « Israël notre maison » d'Avigdor Lieberman, raciste déclaré, le parti des colons a obtenu près de 12% des voix, lors des dernières élections de la Knesset. Au total, les partis de droite ont obtenu 43% des voix, en mars de cette année (v. Palestine Info 1/2015).

Le résultat des élections reflète l'ambiance de plus en plus chauviniste régnant en Israël. Des études montrent que le pays est devenu de plus en plus raciste au cours des dix dernières années et que le centre de la société a partiellement perdu la crainte inspirée par l'extrémisme politique. Selon le *Israeli Democracy Index* de 2013, 47,6% des Israélien-ne-s juifs refusent maintenant d'avoir des familles arabes pour voisins. 56,9% des Israélien-ne-s juifs sondés ne peuvent s'imaginer habiter dans le voisinage de travailleurs étrangers. Et 43,8% des personnes questionnées sont même d'avis que les citoyen-ne-s arabes devraient être chassés d'Israël.

Les sondages représentatifs annuels indiquent que de plus en plus d'Israélien-ne-s juifs demandent une véritable mutilation des principes démocratiques et qu'ils sont en faveur d'un système de pouvoir basé sur l'ethnie. Ainsi, 49% des Israélien-ne-s juifs interrogés ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si les citoyen-ne-s juifs de l'Etat d'Israël devraient avoir plus de droits que les non juifs. Les résultats des sondages annuels montrent que la situation des organisations des droits de l'Homme est de plus en plus difficile en Israël : 51,8% des Israélien-ne-s juifs estiment que ces organisations « nuisent » à l'Etat d'Israël (Democracy Index 2013). Et 48,3% voudraient même interdire aux conférenciers/ères de « critiquer sévèrement » Israël en public (Democracy Index 2014).

Terreur juive

L'ambiance nationaliste de droite du pays fournit un terreau favorable aux

organisations racistes et d'extrême droite. Ce sont des organisations qui exercent violence et terreur contre la population arabe, aussi bien en Israël que dans les territoires occupés. Le-hava, par exemple, est un tel groupe extrémiste, qui s'est dédié au combat contre « l'assimilation en terre sainte ». Les extrémistes font de l'agitation contre les relations personnelles et professionnelles entre les juifs et les non juifs. A Jérusalem, des autocollants propageant les idées de Le-hava se trouvent à de nombreux arrêts de bus, sur des panneaux indicateurs et aux entrées de maisons. Les hommes arabes y sont mis en garde avec des phrases telles que « Ne pense même pas à une femme juive ». D'autres autocollants rappellent aux Israélien-ne-s juifs que « les juifs n'emploient que des juifs ». Les gros bras du groupe n'attaquent pas seulement des Palestinien-ne-s, mais aussi des Israélien-ne-s juifs protestant contre la haine et le racisme. Souvent, la police israélienne assiste sans broncher à de tels actes de violence.

La terreur exercée par des colons juifs radicaux contre la population des territoires occupés est également l'expression d'une idéologie d'extrême-droite. Des extrémistes juifs incendient des mosquées et des églises, détruisent des maisons et des oliviers palestiniens et salissent les lieux du crime avec des slogans haineux et racistes. La triste apogée de ces actes de haine a été l'incendie criminel de la maison d'une famille palestinienne, en juillet dernier, à Douma, près de Naplouse, qui a tué un enfant en bas âge, Ali Saad Dawabsha, et ses parents. Les colons considèrent leurs actes comme le prix à payer par les Palestinien-ne-s pour toute restriction à l'encontre de la construction de colonies.

En effet, le gouvernement, sur ordre du Tribunal suprême, avait fait détruire deux maisons illégales dans la colonie de Bet El, au Nord-Est de Ramallah, peu avant l'attaque. Après de longues hésitations, le chef du gouvernement, Netanyahu, a quali-

fié les actes du mouvement « Price-tag » de « terrorisme juif ». Mais, sa coalition religieuse de droite dépendant de leurs voix, il a une fois de plus cédé aux colons, en autorisant la construction de 300 nouveaux appartements à Bet El. Un signe fatal, puisque les colons extrémistes ont certainement interprété cela comme une victoire et une récompense pour leur acte meurtrier : 300 nouveaux appartements contre deux maisons détruites!

Législation antiterroriste

Il est évident que le gouvernement a de la peine à lutter contre la terreur juive et chacun sait que les tribunaux israéliens sont plus durs à l'égard des citoyen-ne-s non juifs/juives. La loi anti-terroriste, votée avec le soutien du parti des travailleurs de Jitzach Herzog et adoptée en septembre par la Knesset, est censée viser essentiellement la résistance palestinienne. La nouvelle loi a exacerbé de manière totalitaire la définition de ce qu'est un terroriste. La nouvelle loi a exacerbé de manière totalitaire la définition de ce qu'est un terroriste. La dérive antidémocratique généralisée se traduit ici par l'abolition pure et simple de principes fondamentaux de la démocratie.

Désormais, la menace même d'un acte terroriste est déjà considérée comme « terrorisme », et est punie en tant que telle. Toute personne âgée de plus de 12 ans est considérée comme « terroriste » si elle est cagoulée et lance des pierres, participe à des manifestations illégales en arborant un drapeau ennemi (soit palestinien) ou en brûlant un drapeau israélien. Dorénavant, il est possible de retirer la nationalité israélienne ou même le permis de séjour en Cisjordanie à de tels « terroristes ». Les familles des « terroristes », qui continuent à soutenir leurs proches et qui approuvent publiquement leurs actes perdent leur nationalité et sont déportés dans la bande de Gaza. Même ceux et celles qui soutiennent de tels « terroristes » « non intentionnellement » peuvent être

poursuivis sur la base de la nouvelle loi anti-terroriste et écoper d'une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de détention, en tant que « sympathisant-e-s ». Au final, il revient au gouvernement de décider quelle organisation est considérée comme « terroriste », en absence de toute procédure. Les personnes déclarées « terroristes » peuvent ensuite passer des années en détention administrative, alors qu'il n'existe aucun acte d'accusation contre elles.

Particularité

Dans toutes les sociétés à constitution démocratique, on constate actuellement la montée des courants nationalistes de droite, ou même d'extrême-droite. Cependant l'Etat d'Israël présente une particularité institutionnelle : il met en avant les caractéristiques religieuses et ethniques, plutôt que les principes laïcs et républicains. Dans son autodéfinition, Israël n'est pas seulement un Etat « démocratique », mais aussi un Etat « juif », un Etat dans lequel un peuple se place au-dessus des autres. Israël est aussi un Etat qui occupe illégalement des territoires étrangers, où il installe tout aussi illégalement ses propres citoyen-ne-s. L'état d'esprit anti-démocratique en Israël se reflète également dans les préférences accordées aux catégories « démocratique » ou « juif ». En effet, en 2010, 48% des Israélien-ne-s juifs accordaient la même importance aux deux catégories. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 24% à penser ainsi (Democracy Index 2014). Près de 39% des personnes interrogées donnent la préférence à « juif », plutôt qu'à « démocratique » (seuls 33,5% préfèrent « démocratique »). Le reste des personnes sondées se déclare indifférent.

Corruption en Palestine

Tariq Dana

Les Palestiniens des territoires occupés considèrent la corruption comme un grave problème. Résumé d'un article qui analyse la corruption comme un problème structurel du système politique palestinien et dont les racines sont profondes.



Tombeau de Yasser Arafat. Orientalizing. Photo : PRO, CC BY-NC-ND 2.0

Les études actuelles présentent un résultat unanime : l'écrasante majorité des Palestiniens des territoires occupés considèrent la corruption comme un grave problème, le plus grave après celui de l'occupation. Dans le contexte de la colonisation et de l'occupation israéliennes prologées et au vu de la manière dont Israël soutient et profite de la corruption, les moyens conventionnels de la lutte contre la corruption ne suffisent pas pour venir à bout du problème.

La corruption est profondément ancrée dans le système politique palestinien. Elle est fortement caractérisée par le clientélisme, soit les dépendances structurées sur la base des relations familiales (clans, familles élargies) auxquelles s'ajoutent les affiliations politiques. En contrôlant les fonds publics, la classe régnante s'assure le pouvoir politique et économique, et donc aussi des alliés.

Déjà dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le rapport entre les dirigeants politiques et les institutions nationales était clientéliste. Les personnes indésirables étaient mises à l'écart, les projets du parti étaient imposés sans opposition. Il n'est donc pas surprenant de voir que ce même fonctionnement a été repris par l'Autorité palestinienne (AP), établie dans les territoires occupés depuis les accords d'Oslo. Les postes sont souvent occupés par des personnes incompétentes et rares sont les enquêtes en cas de faute. Les clans jouissant toujours d'une influence importante dans la société palestinienne, des membres de familles puissantes ont été placés à des postes de responsabilité. Les voix qui se sont opposées ont été soit cooptées par le biais de placement à des postes offrant des privilèges, mais exigeant de se conformer, soit sanc-

tionnées, au moyen de suppressions de salaires, de mutations ou d'autres mesures qui violent le droit du travail. Ces pratiques sont la porte ouverte à la corruption. Il s'agit donc d'un problème structurel, qui dépasse largement le cadre des abus individuels.

Le contrôle de ressources vitales joue un rôle considérablement plus important pour garantir les loyautés que des programmes économiques, sociaux ou politiques pertinents. Ainsi, des dépendances énormes ont été instaurées, notamment dans le secteur public. Cela fait le jeu du gouvernement israélien, pour lequel les accords d'Oslo visaient surtout à créer dans les territoires occupés, fragmentés et verrouillés, un appareil dépendant, pouvant être contrôlé par le biais de moyens financiers, constitués surtout des contributions des pays donateurs. L'AP entretient actuellement un ensemble de 165 000 fonctionnaires, dont les salaires sont entièrement payés avec l'aide budgétaire internationale qu'elle reçoit. Près de la moitié de ces fonctionnaires est active dans le secteur de la sécurité, qui absorbe un montant considérablement plus important que par exemple la santé ou la formation. Quasiment la totalité du pouvoir législatif étant paralysé et ne pouvant exercer aucune fonction de contrôle, le gouvernement ne doit pas rendre de comptes à la population quant à sa politique budgétaire.

Les élites régnantes jouissant d'une large immunité politique, sociale et juridique, l'importance de la corruption, qui s'étend jusqu'aux niveaux les plus élevés du pouvoir politique, est difficile à évaluer. Les abus ne sont généralement rendus publics que lorsqu'il s'agit de cas spectaculaires de règlements de comptes politiques, des personnalités dirigeantes étant dénoncées par leurs adversaires. Les cas d'abus de pouvoir et d'enrichissement personnel sont particulièrement répandus dans les monopoles et dans la cession de terres (à des entreprises immobilières, etc.). Un autre facteur d'enrichissement de quelques-uns sur le dos du reste de la population est celui de l'énorme

différence de revenus au sein de l'AP. Cependant, même si la corruption affaiblit sans doute l'économie palestinienne, il convient de noter ici que ses effets ne sont en rien comparables aux conséquences de la destruction systématique de l'économie palestinienne par Israël.

D'ailleurs, Israël joue même un rôle important dans le mécanisme du maintien de la corruption. Ainsi, les monopoles publics-privés que s'arrogent des fonctionnaires de haut rang de l'AP et leurs partenaires dans l'économie privée ne seraient pas possibles sans la participation d'entreprises israéliennes et l'accord du gouvernement et de l'appareil sécuritaire israéliens. Une implication directe existe également dans l'ouverture de « comptes secrets » à l'étranger par certains fonctionnaires de l'AP. Une partie du produit des impôts palestiniens encaissés par Israël a été versée sur de tels comptes. Pourtant, le gouvernement israélien ne cesse de dénoncer la corruption qui sévit parmi les Palestiniens, et surtout lorsqu'il s'agit de faire pression et d'affaiblir des personnes indésirables (par ex. Arafat).

Pour la population, la corruption signifie la dilapidation de ressources déjà maigres et leur appropriation par des particuliers, ce qui exacerbe les problèmes sociaux. Elle renforce les inégalités, détruit la cohésion sociale et affaiblit les Palestiniens dans leur lutte pour leurs droits. Dans les années 90, de premières protestations ont été réprimées, mais n'ont

pas pu être entièrement écrasées. L'insatisfaction due à la mauvaise gestion et à la corruption a été un facteur important, expliquant la victoire emportée par le Hamas lors des élections de 2006. Toutefois, celui-ci a commencé à développer son propre réseau clientéliste après avoir accédé aux responsabilités gouvernementales et a profité considérablement de revenus opaques, notamment dans le cadre de l'économie des tunnels dans la bande de Gaza. Jusqu'à aujourd'hui, la question de l'occupation des postes-clés joue un rôle important dans la confrontation qui oppose le Fatah et le Hamas.

Une des instances de contrôle et de plainte créée par l'AP en 2010 semble jusqu'ici ne fonctionner que de manière très sélective et souffre de son manque d'indépendance à l'égard de l'establishment politique. En même temps, la répression exercée contre les personnes critiques a été renforcée au cours des dernières années. Ainsi, des sites Internet qui menaient des recherches pertinentes ont été fermés.

Pour lutter efficacement contre la corruption, il faudrait que l'ensemble de la structure politique soit réformé en profondeur, ce qui supposerait un contrôle parlementaire, l'obligation de rendre des comptes, un contrôle des institutions et un système judiciaire indépendant et efficace. La société civile devrait assumer un rôle important d'organe de contrôle. Une réforme de « l'industrie de l'aide internationale »¹ serait également nécessaire, cette

dernière offrant un terreau favorable à la corruption, avec son fonctionnement opaque et son manque d'obligation de rendre des comptes.

Mais de nombreux facteurs donnent à penser qu'un tel processus reste invraisemblable à moyen terme : les Palestiniens ne jouissent d'aucune souveraineté et un grand nombre d'entre eux/elles luttent pour la survie au quotidien depuis près de 50 ans que durent l'occupation et leur enfermement. La majorité des Palestiniens sont des réfugiés qui vivent dans des conditions précaires et une partie moins importante d'entre eux/elles sont des citoyens israéliens de deuxième classe. Dans cette situation de fragmentation, la corruption affaiblit la capacité du mouvement national palestinien à s'imposer et fait le jeu de l'occupation israélienne. Il serait d'autant plus important de prendre en mains la restructuration des institutions, selon des normes démocratiques, dans le cadre d'une stratégie de lutte globale pour l'auto-détermination et l'imposition des droits nationaux palestiniens. En dehors d'une telle stratégie globale, l'espoir de pouvoir se débarrasser de la corruption reste faible.

Résumé: Birgit Althaler

Tariq Dana enseigne et mène des recherches sur l'économie politique à l'Institut pour les études internationales de l'Université de Birzeit et est actif dans le réseau politique palestinien Al Shabaka.

Source :

Tariq Dana, Corruption in Palestine: A Self-Enforcing System, 18.8.2015, <https://al-shabaka.org/briefs/corruption-in-palestine/>

1 Le terme « industrie de l'aide internationale » se réfère à la réflexion critique sur le rôle de stabilisation du système actuel que jouent les organisations internationales dans le conflit qui oppose Israël et la Palestine. Palestine. Diverses études ont été publiées sur ce sujet par des Palestiniens. Voir par ex. Sari Hanafi et Linda Tabar, The Emergence of a Palestinian Globalized Elite: Donors, International Organizations and Local NGOs.



Construire pour les nouvelles élites : Rawabi près de Bir Zeit

Hamas et Fatah – éclairage critique

Hanspeter Gysin

Si l'on veut traiter sérieusement du conflit israélo-palestinien, il convient d'évaluer les acteurs politiques principaux de la résistance palestinienne selon une approche différenciatrice. C'est ce qu'a fait précisément Helga Baumgarten dans son ouvrage « Kampf um Palästina – Was wollen Hamas und Fatah? »

Le livre se divise en trois parties. La première définit les fractions en fonction de leur origine politique et idéologique ; la seconde décrit l'évolution politique et les conflits internes de 1948 à 2013, ces derniers étant principalement attisés par l'extérieur, et traite du processus de paix engagé entre 1993 et 2000 ; la troisième partie aborde l'histoire récente, par ex. les conséquences des élections palestiniennes de 2004/05/06, avant de conclure sur les perspectives possibles.

En 1947/48, lors de la Nakba, une grande partie de la Palestine historique a connu un nettoyage ethnique qui visait à instaurer l'État juif en Palestine, conformément au plan sioniste. En 1959, les Palestiniens en exil au Qatar (dont Yasser Arafat) ont fon-

dé le Fatah (Mouvement National de Libération de la Palestine). Le Fatah représentait à l'époque un concept de libération nationale inspiré du modèle de l'Algérie ou du Vietnam. Six ans après sa fondation en 1965, les premières opérations de guérilla du Fatah sont menées contre le pipeline alors en construction et devant approvisionner en eau le sud d'Israël. Ces opérations n'étaient pas « le fruit du hasard », comme l'écrit Helga Baumgarten, puisque c'est en 1964 qu'à l'initiative du chef d'État égyptien de l'époque Jamal Abdel Nasser, s'est créée une nouvelle organisation de résistance, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), dans ce qui restait de la Palestine – territoires rattachés pour une part au royaume de Jordanie (Cisjordanie) et adminis-

trés pour une autre part par l'Égypte (Gaza) – ainsi que dans la diaspora palestinienne. Idéologiquement parlant, l'OLP était un mouvement pan-arabe qui ne voulait pas seulement libérer la Palestine, mais entendait révolutionner et unifier l'ensemble du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Ce n'est qu'en 1968, à la suite de la défaite écrasante des États voisins (pan)arabes, de la conquête de ce qui restait de la Palestine par Israël et des expulsions survenues durant la guerre de juin 1967 que le Fatah a rejoint l'alliance de l'OLP et en a pris la direction dans les années suivantes en tant que force principale de la résistance.

En 1987, nous dit l'auteure, près de 40 ans après la Nakba et 20 ans après l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, a éclaté la première intifada, soulèvement populaire non violent porté par de larges couches de la population palestinienne. C'est au cours de cette révolte que le Hamas (Mouvement de la Résistance Islamique), organisation issue de la congrégation des Frères Musulmans, a fait son apparition et pris part à la lutte pour libérer la Palestine. Son intervention comme force politique était une réaction à la répression sanglante de l'intifada par l'armée israélienne, aux décennies de négociations stériles avec les colonialistes et leur puissance protectrice, les États-Unis, mais aussi et surtout à la volonté de l'OLP de jeter tous ses anciens principes par-dessus bord au profit d'un processus de négociation incertain. Dans sa révision de la Charte nationale de 1968 adoptée l'année suivante, l'OLP a admis renoncer à la plus grande partie de la Palestine historique au profit d'un tout petit État dans le cadre d'une « solution à deux États », elle a entièrement renoncé à l'option d'une résistance armée et a prononcé la reconnaissance formelle de la force d'occupation, Israël. Le Hamas a répondu à cette évolution politique par sa propre Charte qui continuait de revendiquer la Palestine historique, la résistance armée et la non-reconnaissance de la force d'occupation. Ce mouvement, écrit



A travers les yeux d'enfants. Photo : Christina Brun

Helga Baumgarten, voit dans le retour au « véritable islam » le seul moyen de se libérer du joug de l'occupation. Son approche nationaliste religieuse correspondrait par symétrie à celle des israéliens nationalistes religieux qui se réclament de la « providence divine ».

Helga Baumgarten concentre son étude sur la question des stratégies de libération et constate que lorsqu'une approche échoue, on en revient à l'autre : lorsque la lutte armée échoue, la diplomatie prend la relève jusqu'au moment où l'échec des processus de paix est à son tour manifeste. Ces deux stratégies ont échoué, mais quelle est la solution alternative si la capitulation inconditionnelle n'entre pas en ligne de compte ? L'auteure constate de manière critique que malheureusement ni l'une, ni l'autre des fractions ne peut se résoudre à dresser un bilan critique de sa stratégie ou à soumettre ses décisions politiques erronées désastreuses à l'épreuve de l'autocritique.

Le livre accorde une place importante à l'analyse du processus d'Oslo engagé de 1993 à 2000, dont le résultat est l'éclatement actuel du territoire palestinien en enclaves isolées les unes des autres par des murs et des zones interdites militaires. Helga Baumgarten écrit à ce propos : « Le processus d'Oslo, initié comme un « processus de paix », mais en effet représentant un « processus » sans paix, a été mené avec une série de cycles de négociations sans cesse renouvelés qui n'ont abouti à aucun résultat pour les Palestiniens. Israël a parallèlement consolidé son occupation en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans les environs, multipliant les constructions dans les colonies israéliennes existantes et construisant de nouvelles colonies. Mais le territoire disponible pour une solution à deux États a ainsi rétréci à vue d'œil. La politique de colonisation de tous les gouvernements israéliens a ôté littéralement tout fondement à cette solution. »

C'est précisément pour cette raison que le Hamas est sorti grand vainqueur des élections palestiniennes en 2006. La Palestine ayant été plutôt dominée par les partis séculiers pendant

des décennies, ce résultat ne peut guère être interprété comme un ralliement soudain de la population à la religiosité du Hamas. Il faut plutôt y voir un discrédit de l'ancienne OLP et de l'Autorité palestinienne (PA). En effet, par leur volonté de compromis avec la puissance coloniale, ces dernières ont perdu de plus en plus de terrain, rendant difficile la vie des populations dans les zones d'occupation et s'attirant le reproche fait aux responsables politiques d'être corrompus et de trop collaborer avec Israël.

L'auteure expose de manière plausible pourquoi, dans les circonstances données, à savoir sous l'influence constante et massive exercée de l'extérieur par Israël et par la communauté internationale, il est difficile à la population palestinienne de prendre parti pour l'une ou l'autre des forces de la résistance. Ce faisant, Helga Baumgarten critique vivement les violations des droits de l'homme de part et d'autre, tout en faisant observer que la violence des plus faibles est une réaction à la violence des incomparablement plus forts et non vice-versa, comme cela est souvent suggéré.

Helga Baumgarten recommande aux observateurs/trices de pays dont le gouvernement soutient politiquement, économiquement et financièrement la politique d'occupation israélienne (et qui la critiquent légèrement à l'occasion) de prendre garde à ne pas considérer ce conflit comme une querelle au sujet de frontières territoriales entre deux parties obstinées (comme cela arrive malheureusement, même de la part d'organismes de défense des droits de l'homme comme Amnesty International ou Human Rights Watch) et d'avoir à l'esprit qu'il s'agit d'un conflit entre une force d'occupation et une population qui veut se libérer du joug de cette oppression, ce qui est fondamentalement différent.

Certains déploreront les répétitions relativement nombreuses contenues dans le texte alors que pour d'autres, elles contribueront à approfondir l'analyse. Il aurait été intéressant d'en apprendre un peu plus sur les nombreux autres mouvements de plus petite taille qui, mus par des prin-

cipes idéologiques différents, jouent eux aussi un rôle non négligeable dans la lutte pour la libération. Par ailleurs, l'ouvrage ne fait malheureusement pas référence à la campagne BDS lancée en Palestine et diffusée rapidement dans le monde entier, ni à son analyse politique.

Kampf um Palästina – Was wollen Hamas und Fatah?

224 pages, cartonné, Herder, Freiburg 2013, ISBN 978-3-451-06543-9



Helga Baumgarten enseigne les sciences politiques à l'Université de Birzeit près de Ramallah, en Cisjordanie occupée. Elle a écrit plusieurs livres d'analyse sur le Hamas et d'autres organisations de la résistance palestinienne.



Huile d'olive

en vente toute l'année au prix de 21 Fr. (75 cl) à Bâle, Neuchâtel, Lausanne

► www.sumoud.ch

Hillary Clinton et l'avenir du Proche-Orient

Stephanie Selg

Hillary Clinton prépare sa candidature aux élections présidentielles de l'année prochaine. Qu'apporterait la présidence de l'ancienne Secrétaire d'Etat au vu de la situation au Proche-Orient, et que signifierait-elle en particulier pour les Palestinien-ne-s?



Clinton et Netanyahu à Charm El-Cheikh, 14.9.2010 [State Department photo, Public Domain]

De nombreuses personnes se réjouissent de la candidature de Hillary Clinton. Le soutien qui lui est apporté par les organisations de la société civile et dans les cercles des droits de l'homme est important. Pourtant, au regard de la perspective de pouvoir voter pour la première fois pour une femme à la présidence des Etats-Unis, l'analyse du contenu de la campagne électorale semble jouer un rôle secondaire. Or, sa candidature ne présage rien de bon pour la cause palestinienne. Le 12 octobre 2015, Hillary Clinton s'est exprimée sur la plus récente vague de violences en Israël, et a confirmé, une fois de plus, sa position pro-israélienne ainsi que son analyse insuffisante et peu différenciée de la situation.

« Je suis alarmée par les récentes agressions contre des Israélien-ne-s. ... J'adresse mes pensées et mes prières aux victimes et à leurs familles. ... Il n'y a pas de place pour la violence, seul le dialogue peut permettre une paix durable. »

Pas un mot sur les 27 Palestinien-ne-s tués, ni sur les plus de 1000 Palestinien-ne-s blessés jusqu'alors. Pas un mot sur les attaques et les exécutions par l'extrême-droite, ni sur la violence policière et sur les centaines de Palestinien-ne-s arrêtés depuis début octobre. Pas un mot non plus sur les causes structurelles possibles, à savoir la politique israélienne d'occupation. Un hasard ? Non. Hillary Clinton s'était déjà clairement positionnée et récidive dans le cadre de la campagne électorale actuelle. Sur son site

Internet officiel, on peut lire qu'elle souhaite renforcer les partenariats importants, notamment avec Israël. Car « qui menace la sécurité d'Israël, menace la sécurité des Etats-Unis. »

Sur la longue liste des mesures visant à soutenir Israël et à combattre toute opposition, figurent entre autres l'utilisation du droit de veto des Etats-Unis au Conseil de sécurité contre les résolutions hostiles à Israël et la lutte contre le mouvement BDS.

Le 6 juillet 2015, le journal israélien *Haaretz* a publié une lettre de Clinton à l'homme d'affaires israélo-américain et sponsor de la campagne électorale, Haim Saban. Elle demande conseil à ce dernier sur la manière de contrer le mouvement visant à nier la légitimité d'Israël et déclare que la lutte contre ce dernier est une de ses priorités. En sa qualité de sénatrice et de Secrétaire d'Etat, elle a « empêché des douzaines de résolutions anti-israéliennes de l'ONU, du Conseil des droits de l'homme et d'autres organisations ». Elle ajoute qu'elle a soutenu Israël lors de la publication du rapport Goldstone et aussi lorsque la direction palestinienne a essayé d'adhérer unilatéralement à l'ONU.

Dans sa prise de position très claire en faveur d'Israël, Clinton ne mentionne jamais les normes du droit international et les droits des Palestinien-ne-s.

Le bailleur de fonds de Clinton, Saban, a quant à lui, donné une conférence à Las Vegas en juin 2015 à laquelle ont participé différentes organisations juives, et dont le but était de développer des stratégies de lutte contre la campagne BDS dans les universités américaines. Plusieurs millions de dollars US auraient déjà été récoltés à cette fin.

Rien ne semble jusqu'ici remettre en cause le fait que Hillary Clinton tiendra sa promesse électorale et deviendra, comme elle le promet, « un meilleur ami pour Israël que ne l'est Obama. » L'élection de la première femme présidente des Etats-Unis repousserait ainsi la perspective d'une solution équitable et durable pour Israël/Palestine aux calendes grecques.

On Palestine/Sur la Palestine

Anne Grobet

« Il faut chercher la clef que l'on a perdue, à l'endroit où on l'a perdue et non pas où c'est éclairé ».

Le militant des droits humains et coordinateur du Tribunal Russell sur la Palestine, Frank Barat, réunit dans cet ouvrage Noam Chomsky et l'historien israélien Ilan Pappé dans un dialogue sur le passé, le présent et l'avenir de la Palestine nous invitant à chercher la clef là où nous l'avons perdue. Chomsky et Pappé nous invitent à questionner, dénoncer et combattre l'essence même du conflit et non ses effets. Dénoncer l'essence colonialiste de l'idéologie sioniste, analyser Israël à la lumière d'un Etat d'apartheid, exiger un changement de régime et non pas de politiques du régime, réinventer le langage de la Palestine et l'utiliser comme un outil de changement. Pour Chomsky et Pappé, il s'agirait au fond de ne plus se laisser faire aveugler par la lumière mais de reprendre le contrôle de l'interrupteur. Il s'agirait de finalement sortir du cadre sémantique et idéologique imposé par Israël et ses soutiens afin de redéfinir les contours du débat.

Sur la question du droit au retour, Pappé appelle à dépasser l'argumentation autour de la légitimité de ce droit pour les Palestiniens et demande à parler de ce que cela veut concrètement dire, à savoir la nature raciste de la société israélienne.

Sur la question de la reconnaissance d'un Etat juif, Chomsky délaisse la question de la reconnaissance et recentre le débat sur la notion même de judaïté de l'Etat.

Concernant le rôle de la société civile, de nombreuses références sont faites au modèle sud-africain, soulignant les parallèles tout en rappelant les limites de cette comparaison. Les auteurs appellent ceux « intéressés à aider la Palestine à soutenir l'effort mené pour transformer Israël en un Etat paria tant que ce dernier poursui-

vra sa politique d'occupation, de dépossession et d'apartheid ».

Tandis que Chomsky et Pappé soutiennent les efforts menés par BDS, Chomsky appelle à renforcer les efforts visant les Etats-Unis. Chomsky rappelle que le régime sud-africain a survécu en tant qu'Etat paria tant que les Etats-Unis le soutenaient.

Rappelant que les attentes sur le terrain sont importantes et demandent des résultats tangibles et immédiats au regard de l'urgence de certaines situations, les auteurs soulignent aussi le besoin de mieux balancer les efforts menés en Occident et ceux menés sur le terrain. Ainsi, s'ils soulignent l'importance de la semaine de l'Apartheid et rappellent son impact positif, Chomsky et Pappé appellent le mouvement de solidarité à mener des actions pouvant par exemple mener le consul américain de Jérusalem à se rendre sur le terrain pour observer les conséquences directes de l'occupation.

« Discuter la question palestinienne est crucial pour comprendre où nous nous situons en tant qu'être humains et comprendre ce que nous défendons. » Pour mener cette discussion, Frank Barat rassemble ici deux des plus brillants esprits sur la question. Bien que le format de la conversation ne leur rende pas entièrement justice et bien que l'ouvrage soit parfois répétitif, le dialogue entre les auteurs et leurs différentes contributions permettent une bonne mise à jour de ces cinq dernières années et offre d'intéressantes perspectives pour le combat à mener pour la libération de la Palestine. Cet ouvrage est un excellent outil pour ceux qui désirent comprendre les enjeux essentiels de la question palestinienne, il l'est malheureusement un peu moins pour ceux qui ont déjà de solides connaissances.



A travers les yeux d'enfants. Photo : Christina Brun

Noam Chomsky, Ilan Pappé,
On Palestine, hg. von Frank Barat,
Haymarket Books, Chicago, März 2015,
ISBN 9781608464708,
Paperback und E-Book.



Les relations économiques Suisse–Israël en point de mire

Stephanie Selg

Les violations de droits fondamentaux de la population palestinienne sont bien documentées. Or, la coresponsabilité de la communauté internationale est banalisée. Une étude en langue allemande illustre cet état de fait à travers l'examen des relations économiques entre la Suisse et Israël. Elle indique également quelques pistes d'action.

Une série de dispositions concernant le droit international et les droits de l'homme oblige les Etats tiers à ne pas favoriser les violations des droits de l'homme par d'autres Etats. Dans le cas de violations graves, les Etats tiers sont tenus à s'investir activement pour y mettre fin. Le rapport exemplaire du Tribunal International de 2004 au sujet de la construction du mur de séparation israélien mentionne cette obligation. Un soutien direct ou indirect à une situation d'injustice de même qu'un consentement explicite ou implicite contribuent à vider les droits de l'homme de leur substance ou constituent même une violation des normes du droit international.

L'étude de 80 pages intitulée „Relations économiques entre la Suisse et Israël et la cohérence en droit international“ montre comment la Suisse officielle ainsi que les acteurs de l'économie privée contribuent à la poursuite du déni des droits fondamentaux du peuple palestinien. Cette étude montre également que ces mêmes acteurs – dans leurs échanges avec Israël – passent sous silence la politique de discrimination systématique pratiquée par Israël à l'égard des Palestiniens. Les données concernant les relations économiques offre une perspective intéressante sur les secteurs économiques portant un intérêt pour la Suisse et Israël, par exemple

dans le domaine des investissements, des coopérations au niveau de la recherche, du commerce, du tourisme et du secteur bancaire – ainsi que leur poids dans l'économie des deux pays.

Les auteures traitent des aspects de la politique et de l'économie israélienne mais aussi de la politique étrangère suisse à l'égard d'Israël et du conflit israélo-palestinien, sans perdre de vue les initiatives actuelles dans le domaine de la responsabilité des entreprises. L'étude souligne un certain nombre de recommandations pour réduire les tensions entre les exigences ou obligations éthiques d'une part et la réalité dans le contexte israélo-palestinien d'autre part – et ceci sur le plan législatif, politique et économique. On trouve nombre d'exemples de „good practice“, c'est-à-dire d'initiatives prises par des entreprises, gouvernements, églises, organisations d'entraide, syndicats et autres acteurs politiques, questionnant leur propre engagement en Israël ou dans les territoires occupés et incitant d'autres acteurs à suivre cet exemple.

L'étude met en lumière plusieurs dysfonctionnements. En effet, dans la mise en pratique de ses relations de commerce extérieure et de sa coopération militaire, la Suisse agit – selon l'étude – « de manière absolument inadéquate face au refus permanent des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël. La Suisse porte ainsi une coresponsabilité dans le processus d'expulsion, de dépossession et de détérioration des conditions de vie des Palestiniens. »

Courant normal

Un des principaux problèmes découle du principe de séparation opéré par les responsables politiques, diplomatiques et économiques entre, d'une part, la sphère (considérée



A travers les yeux d'enfants. Photo : Christina Brun

« problématique ») de l'occupation et, d'autre part, l'espace économique israélien, ce dernier devant être intégré plus profondément dans l'espace de l'Union Européenne. Face à Israël, c'est le « courant normal » qui prévaut, la Suisse soutenant tous les efforts vers une intégration plus poussée d'Israël dans les activités économiques et de recherche européennes en dépit de la politique d'occupation et de discrimination de la population palestinienne. La situation de celle-ci est ainsi traitée de manière séparée, sous l'angle de l'aide humanitaire, de la « coopération pour le développement », ou sous le sigle « conflit ».

L'Etat d'Israël, au contraire, considère la totalité du territoire du mandat international sur la Palestine (donc Israël à l'intérieur des frontières de 1948 et les territoires occupés en 1967) comme relevant de sa souveraineté et exerce en effet le contrôle législatif, économique, social et militaire sur ces derniers. Les grands secteurs économiques ainsi que la planification gouvernementale ne distinguent pas entre les territoires occupés et le territoire de l'Etat d'Israël. En ce qui concerne l'accès aux ressources et aux droits, le facteur décisif n'est pas la situation géographique (Israël versus Territoires occupés) mais la composition de la population, les communes, districts ou quartiers palestiniens étant systématiquement désavantagés dans le pays entier.

Avantages liés à la discrimination

Les aides économiques de l'Etat sont adressées de manière ciblée et sélective aux secteurs juifs de l'économie. La structure et le cadre de l'économie israélienne sont, selon l'étude, étroitement liés à l'appropriation des ressources palestiniennes, au maintien ainsi qu'à l'élargissement d'un Etat exclusivement „juif“, et à l'oppression du peuple palestinien qui en découle. Ces conditions procurent à l'économie israélienne des avantages considérables par rapport aux enclaves économiques palestiniennes.

A l'heure actuelle, ces conditions de base ne sont prises en compte que de manière insuffisante par le gouvernement et par les entreprises suisses. Pourtant, les acteurs économiques privés et publics sont tenus – indépendamment de leur domaine d'activité et de leur taille – à ne pas être impliqués dans des violations du droit international ou des droits de l'homme. Pour des pays problématiques, une vigilance particulière s'impose. Pour le conflit israélo-palestinien, cela concerne notamment les secteurs liés à l'allocation discriminatoire des ressources (agriculture, eau, aménagement du territoire), à l'expulsion de la population palestinienne et à la confiscation des terres et d'autres pratiques contraires au droit international (commerce avec des biens issus des colonies etc.).

Recommandations

Les recommandations soulignées dans la dernière partie de l'étude se focalisent sur l'examen de la coopération et des relations économiques dans les domaines directement liés à l'occupation, à la répression et à la discrimination. La Confédération, les cantons et les communes sont invités à : mettre fin à la coopération militaire et au commerce des armes ; à retirer les investissements publics des institutions et entreprises israéliennes participant à l'occupation ; à interdire l'importation de produits venant des colonies israéliennes ; et à annuler des exonérations fiscales d'organisations ou de fondations aux statuts ou pratiques discriminatoires.

Ces recommandations sont particulièrement importantes pour le secteur de l'industrie sécuritaire actuellement en plein essor : il faut assurer des contrôles contraignants sur la conformité de telles entreprises avec le droit international et – dans le cas contraire – entreprendre d'exclure ces entreprises et institutions des programmes, coopérations ou accords subventionnés par l'Etat. En outre, la Suisse doit informer les entreprises de manière active au sujet de la situation juridique dans les territoires occupés et souligner les éventuelles consé-

quences pénales d'une activité commerciale dans ces mêmes territoires; elle doit créer des conditions législatives contraignantes pour la responsabilité des entreprises. Aux entreprises qui opèrent en Israël, il est recommandé de vérifier que leurs relations commerciales ne favorisent pas des pratiques discriminatoires et contraires au droit international – et, dans le cas contraire, de cesser leur activité.

L'étude se penche également sur le rôle des organisations et des mouvements de la société civile et sur les possibilités de renforcer la volonté d'agir pour imposer les normes du droit international. Parmi les propositions figurent la vérification et la transparence quant à la politique d'investissement de chaque organisation et le retrait des investissements dans les entreprises participant aux violations des droits de l'homme ; la vérification de leur propre engagement sur place – en particulier la question de savoir si cet engagement contribue effectivement à une solution durable du conflit, conforme au droit international, ou s'il ne sert qu'à atténuer les conséquences de l'occupation ; et un soutien actif aux moyens de pression non-violentes afin d'imposer aux acteurs politiques et économiques un comportement conforme aux droits de l'homme, dans leurs relations avec Israël.

L'étude se veut un „living document“, c'est-à-dire un document servant de base pour d'autres recherches et un approfondissement des connaissances dans le domaine des relations économiques entre la Suisse et Israël. Avec ces recommandations, cette étude représente une excellente base et un point de repère important pour des initiatives futures et les activités de défense des acteurs de la société civile suisse.

Wirtschaftsbeziehungen Schweiz-Israel und völkerrechtliche Kohärenz. Grundlagen und Impulse für rechtsbasiertes Handeln. Auteurs : Birgit Althaler en collaboration avec Ingrid Gassner-Jaradat, Bern, Février 2015.

Le PDF en allemand : <http://bit.ly/100sE2D>

Impressum

Palestine-Info été 2015, tirage all. 2300 ex., fr. 1000 ex.

Editeur : Palästina-Solidarität Region Basel, BP 4020, 4002 Bâle

Traductions : Feyrouz Ouanaies, Brigitte Reins, Alfred Knapp et autres

Mise en page : Georg Iliev, popolo GmbH

www.palaestina-info.ch

info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

Nouvelles sur la campagne internationale de BDS

Culture et secteur des Hautes écoles

• En août, plus de mille activistes, personnalités du milieu culturel, étudiant-e-s et organisations afro-américains ont exprimé leur solidarité avec la lutte des Palestinien-ne-s pour leur liberté et ont publié une déclaration sur vidéo. • La chanteuse de hip-hop américaine Lauryn Hill a annulé son concert en Israël après une impressionnante campagne. Elle a expliqué sa décision par le fait qu'il était impossible de faire un concert similaire à Ramallah. • Peu après, la chanteuse espagnole Marinah a également annulé un concert prévu à Tel Aviv. Des groupes

signé la lettre ouverte adressée au Festival de films. • En octobre, la publication d'une annonce d'une page dans le *Guardian* britannique a fait des remous. 343 académicien-ne-s y ont en effet déclaré qu'ils refusaient toute collaboration avec des institutions israéliennes. Depuis, de nombreux autres universitaires ont également signé l'appel.

Partis et syndicats

• Presque en même temps, l'ANC (African National Congress) sud-africaine et les Verts écossais ont décidé de se joindre à la campagne de BDS et de soutenir le boycott contre Israël. Tous deux dénoncent les violations répétées du droit international et la politique d'apartheid et de discrimination pratiquée par Israël. • Aux Etats-Unis, la United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE), qui représente plus de 35 000 membres, est le premier syndicat du pays à rejoindre l'appel de BDS.

Conséquences économiques

• Le renforcement mondial du mouvement a également de plus en plus de retombées au niveau économique, contrairement à des affirmations faites antérieurement selon lesquelles un boycott de la consommation ne toucherait pas la solide économie d'Israël et qu'il n'aurait pas d'effet. Selon un rapport de la Banque mondiale publié récemment, l'écoulement des produits israéliens dans les territoires occupés aurait diminué, suite au boycott palestinien. Cela pourrait coûter plusieurs millions de dollars US par an à l'économie israélienne. Israël perd peu à peu le contrôle du marché palestinien, qui était jusqu'ici entièrement dépendant. • L'industrie de l'armement israélienne a également connu des baisses, puisqu'elle n'atteindra cette année que la moitié du volume de 2012. • Les coûts de l'occupation deviennent une charge économique de plus en plus importante pour Israël. La décision, prise par l'UE en novembre,

de marquer à l'avenir les produits des colonies israéliennes peut également y contribuer. Même si les Etats européens franchissent un pas vers une tolérance zéro à l'égard de l'occupation en marquant les produits des colonies, ils sont encore loin de remplir leurs obligations au regard du droit international. En Suisse comme dans l'UE, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour imposer une interdiction générale de ces produits.

Criminalisation

• Il n'est pas étonnant que BDS soit pris de plus en plus au sérieux par le gouvernement israélien et par ses alliés. Après que divers ministres israéliens ont menacé plusieurs fois de prendre des mesures plus strictes contre les appels au boycott, une majorité du gouvernement a adopté en octobre un projet de loi qui interdirait l'entrée en Israël aux personnes qui s'engagent pour un boycott. Le motif: toute personne qui boycotte Israël est coupable de terrorisme. • La déclaration de l'ancien Ministre des Finances, Yair Lapid, représente le summum de ce qui a pu être dit à ce sujet. Dans un discours qu'il a tenu dans la synagogue de Park Avenue à New York, il a affirmé que les personnes derrière le mouvement BDS sont les mêmes que celles qui étaient derrière le 9/11 et les attaques terroristes de Madrid et Londres. • Israël n'a pas été le seul à prendre des mesures contre les activistes du mouvement. En effet, la Cour de cassation française a rendu un arrêt décisif contre BDS. L'instance juridique suprême de France a confirmé une ancienne condamnation à l'égard de douze activistes et les a condamnés pour appel à la haine et à la discrimination, dans le contexte d'une action dans un supermarché. Dans le pays où la liberté d'expression pouvait sembler sacrée, BDS est donc interdit. • Ces réactions et ces attaques, parfois dures, nous montrent cependant que nous sommes sur la bonne voie.

*Nouvelles rassemblées par
Eva Gammenthaler et Roman Vonwil*



A travers les yeux d'enfants. Photo : Christina Brun

BDS espagnols lui avaient demandé personnellement, via Facebook, de ne pas participer au « Whitewashing » de l'apartheid israélien. • En Colombie, quatre festivals de films ont rallié BDS. Les groupes BDS locaux pensent que ce n'est qu'un début et sont persuadés que d'autres rejoindront le boycott. • Le compositeur et chanteur brésilien Caetano Veloso a décidé, après une tournée de concerts en Israël, de ne plus jamais monter sur scène dans ce pays et s'est déclaré solidaire avec les aspirations des Palestinien-ne-s. • La campagne de BDS Suisse concernant la coopération du festival ... Film Fund a été un succès : plus de 200 figures du domaine cinématographique, dont 60 en Suisse, ont